



**PRÉFET  
DU TARN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**14 JUIL. 2022**

**Arrêté préfectoral complémentaire du  
modifiant l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 novembre 2017 de la société SEVIA pour  
exploiter une installation de collecte et transit d'huiles usagées à bout-du-pont-de-l'arn (81)**

Le préfet du Tarn

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le décret du président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 28 mai 2018, portant nomination de Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 24 mai 1982 autorisant la sa baraille à exploiter une installation de transit d'huiles usagées au lieu-dit « Lestrade », commune de Bout-du-Pont-de-l'Arn ;
- Vu** le récépissé de changement d'exploitant du 26 mai 2004, délivré à la société SEVIA, ex SRRHU ;
- Vu** le dossier d'actualisation du dossier de demande d'autorisation déposé le 17 mars 2008, par la société SEVIA dont le siège social est situé à ZI du petit parc, rue des Fontenelles, 78920 ECQUEVILLY ;
- Vu** l'accusé de réception du 17 janvier 2014 délivré par la préfecture du Tarn actant l'antériorité des activités du site sous les rubriques 2718-1A et 3550 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 novembre 2017 modifiant les conditions d'exploitation de l'activité de collecte et de transit d'huiles usagées de la société SEVIA à Bout-du-Pont-de-l'Arn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 14 février 2022 portant délégation de signature à Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 3 juin 2022 ;
- Vu** le courrier du 15 juin 2022 par lequel le directeur de la « société SEVIA » a été destinataire du projet d'arrêté et invité à formuler ses éventuelles observations écrites ;

**Considérant** que le classement administratif des installations classées exploitées par la société SEVIA nécessite d'être mis à jour au vu des évolutions de ses capacités de stockage et de transit actuelles ;

**Considérant** que la visite d'inspection du 4 mai 2022 a permis de constater que certaines prescriptions réglementant le site doivent être modifiées afin d'encadrer les modifications intervenues sur le site depuis la notification de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 novembre 2017 ;

**Considérant** le constat, lors de l'inspection du décembre 2018 d'une capacité de rétention sur site des eaux polluées insuffisante ;

**Considérant** qu'en conséquence l'exploitant a condamné la cuve de stockage n°C109, réduisant ainsi les risques de pollution des eaux en cas de sinistre et/ou d'incendie ;

*Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Tarn*

## ARRÊTE

### **Article 1**

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 novembre 2017 est remplacé par l'article suivant :

#### **Article 1.2.1**

*« L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : »*

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature et volume autorisés de l'installation
2718-1	A*	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.	3 Cuves de stockage de 60 m <sup>3</sup> soit 180 m <sup>3</sup>  La quantité maximale d'huiles usagées est de 162 tonnes
3550	A	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	

Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

\* Régime : A : autorisation

En cas de recours gracieux ou hiérarchique exercé par un tiers contre la présente décision, l'autorité administrative compétente, en application de l'article R181-51 du code de l'environnement, en informe le bénéficiaire pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L 411-6 et L 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

#### **Article 7 - Mesures de publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Bout-du-Pont-de-l'Arn en vue de l'information des tiers.

Un extrait de cet arrêté est affiché par les soins du maire de Bout-du-Pont-de-l'Arn dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimum d'un mois.

Le même arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pour une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 8 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'occitanie, l'inspection des installations classées et le maire de Bout-du-Pont-de-l'Arn sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'exploitant.

Fait à Albi, le 11 JUL. 2022

**Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Castres**



François PROISY